

LEVALLOIS DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée au capital de €40.000

Siège social : 38 Rue d'Alsace

92300 LEVALLOIS PERRET

500 028 006 RCS NANTERRE

RAPPORT DU COMITE DIRECTEUR SUR LES COMPTES CONSOLIDES

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE EN DATE

DU VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2022

Chers associés,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, conformément à la loi et aux statuts pour vous présenter notre rapport sur les comptes consolidés au 31 mars 2022 et les soumettre à votre approbation.

La lecture du rapport de vos Commissaires aux Comptes vous donnera toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous apporter toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Compte tenu de la position de notre Société à la tête d'un Groupe, et de son contrôle exclusif sur plusieurs entreprises, nous vous présentons, conformément aux articles L.233-16 à L.233-28 du Code de Commerce, les comptes consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022 afin de les soumettre à votre approbation.

Les comptes consolidés annuels du Groupe ont été établis en conformité avec les principes comptables français définis par le règlement du Comité de la réglementation comptable en vigueur.

Nous vous précisons que la consolidation vise à présenter la situation financière et les résultats d'un groupe de sociétés comme si celles-ci ne formaient qu'une seule entité.

Elle offre aux associés la possibilité d'évaluer la rentabilité de leur investissement et de mesurer l'opportunité et l'efficacité de la stratégie de développement.

Périmètre de consolidation :

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes :

- la Société **LEVALLOIS DISTRIBUTION**, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est fixé à LEVALLOIS PERRET (92300) 38 rue d'Alsace.

- la Société **LEVALLOIS EXPLOITATION**, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est fixé à LEVALLOIS PERRET (92300) 38 rue d'Alsace.

- la Société **LEVEIFFEL**, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est fixé à LEVALLOIS PERRET (92300) 36/38 rue d'Alsace.

- la Société **LEVADIS VOYAGES**, Société A Responsabilité Limitée, dont le siège social est fixé à LEVALLOIS PERRET (92300) 36/38 rue d'Alsace.



- La Société **BRICHLOMAR**, Société A Responsabilité Limitée, dont le siège social est fixé à LEVALLOIS PERRET (92300) 38 rue d'Alsace.

- La Société **SOGEELEC**, Société Civile Immobilière, dont le siège social est fixé HERBLAY (95220) 8 Rue Gros Murger, Parc des Bellevues.

- La Société **PARIS XIX**, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est fixé à PARIS (75019), 191 Boulevard Macdonald.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 23% du capital social de la Société Civile FINANCIERE ACHERES. Bien qu'ayant une influence notable sur cette Société nouvellement constituée, le Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION a exclu cette participation de son périmètre de consolidation, en raison du caractère non significatif de la quote-part de résultat attribuable au Groupe.

Il n'y a eu aucune variation de périmètre ni aucune modification des taux au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Les entreprises consolidées ont clôturé leurs comptes le 31 mars 2022 à l'exception de la Société SOGEELEC qui a clôturé ses comptes au 31 décembre 2021.

Toutes les sociétés consolidées ont un exercice comptable de 12 mois.

Méthodes de consolidation

L'intégration globale est pratiquée pour toutes les filiales dont le groupe détient directement et indirectement le contrôle exclusif. Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle. Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

Les sociétés comprises dans le Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION au 31 mars 2022 sont consolidées par intégration globale.

Faits marquants de l'exercice

L'émergence et l'expansion du Coronavirus, début 2020, ont affecté les activités économiques et commerciales de nombreux pays dont notamment la France où le Groupe réalise l'ensemble de ses opérations.

Les mesures prises par les pouvoirs publics ont notamment entraîné la limitation de circulation des consommateurs mais le secteur de la grande distribution est resté actif au regard de l'approvisionnement en produits alimentaires et en produits de première nécessité.

La société LEVALLOIS DISTRIBUTION a néanmoins été contrainte de solliciter la suspension de l'application d'un Arrêté Préfectoral du 14 août 2021 limitant l'accès au centre commercial So Ouest aux seuls détenteurs d'un pass sanitaire.

Le Groupe, en collaboration avec le mouvement E. Leclerc, a, quant à lui, pris toutes les mesures possibles pour protéger ses salariés, pour fiabiliser les sources d'approvisionnement et répondre aux besoins de ses clients.

A la date d'arrêt des comptes du Groupe, nous n'avons pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité du Groupe et de l'ensemble de ses filiales à poursuivre son exploitation.

Exercice clos le 31/03/2022 :

La date de consolidation est le 31 mars 2022 date à laquelle la Société LEVALLOIS DISTRIBUTION clôture ses comptes ainsi que ses filiales à l'exception de la Société SOGELEC.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, le Groupe a réalisé un Chiffre d'affaires net de €183.414.861.

Ses produits d'exploitation s'élèvent à €981.111, ses produits financiers s'élèvent à €85.293.

Ses charges d'exploitation s'élèvent à €185.713.139 et ses charges financières à €679.238.

Il en résulte au 31 mars 2022, un résultat courant avant impôts déficitaire de (€2.023.026), lequel, après incidence de produits exceptionnels à hauteur de €367.546, de charges exceptionnelles à hauteur de €106.700, d'un crédit d'impôt sur les bénéfices de €506.640, d'un impôt sur les bénéfices différés de (€302.576) ; laisse apparaître un résultat d'ensemble consolidé de (€952.964) et un résultat groupe de (€1.198.908).

Nous vous remercions de votre attention et nous espérons que ces précisions vous permettront d'adopter les résolutions que nous allons vous soumettre.

LE COMITE DIRECTEUR



LEVALLOIS DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée au capital de €40.000

Siège Social : 38 rue d'Alsace
92300 LEVALLOIS PERRET

500 028 006 R.C.S NANTERRE

COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2022

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/03/2022	31/03/2021
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Ecart d'acquisition	21 420 586	-7 009 883	14 410 703	14 522 617
Fonds commercial				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	476 056	-443 909	32 147	29 144
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations incorporelles	55 000	-23 012	31 988	35 425
Immobilisation incorporelles en cours				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles	18 117		18 117	18 117
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	995 772		995 772	995 772
Constructions	27 287 104	-12 640 509	14 646 595	16 003 435
Installations techniques, matériel, outillage	6 913 528	-5 387 768	1 525 760	1 750 684
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations corporelles	13 706 108	-7 706 836	5 999 272	6 688 645
Immobilisations corporelles en cours	207 281		207 281	49 420
Avances et acomptes	1 750		1 750	4 660
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	5 892 129		5 892 129	5 587 960
Prêts	14 213		14 213	25 546
Autres immobilisations financières	493 529		493 529	472 608
Liaison Titres				
TITRES MIS EN EQUIVALENCE				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	77 481 173	-33 211 917	44 269 256	46 184 033
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	11 759 234		11 759 234	12 967 831
CLIENTS				
Créances clients et comptes rattachés	2 903 589	-11 693	2 891 896	2 272 968
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION				
Avances et acomptes versés sur commandes	330 118		330 118	750 698
Créances fiscales	3 821 845		3 821 845	
Actifs d'impôts différés	93 603		93 603	93 192
Créances sociales	101 058		101 058	
Autres créances	13 231 561	-249 689	12 981 872	18 534 504
Charges constatées d'avance	2 655 643		2 655 643	2 810 665
Capital souscrit, appelé et non versé				
Frais d'émission d'emprunt				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
Liaison Bilan				
Ecart d'arrondi actif				
TRESORERIE ET EQUIVALENTS				
Valeurs mobilières de placement	350 000		350 000	350 000
Actions propres				
Disponibilités	1 205 557		1 205 557	928 457
TOTAL ACTIF CIRCULANT	36 452 208	-261 382	36 190 826	38 708 315
TOTAL ACTIF	113 933 381	-33 473 299	80 460 082	84 892 348

Bilan consolidé

PASSIF	31/03/2022	31/03/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	40 000	40 000
Primes sur capital		
Ecart de réévaluation		
Ecart de réévaluation groupe		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	21 116 687	19 104 243
Réserves du groupe	-16 699 090	-15 764 796
Ecart de conversion		
Report à nouveau		
Résultat Groupe	-1 198 908	1 078 482
AUTRES		
Subventions d'investissement		
Titres en auto-contrôle		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	3 262 689	4 461 929
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	1 900 475	2 017 132
Ecart de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	245 943	291 470
INTERETS MINORITAIRES	2 146 418	2 308 602
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Ecart d'acquisition négatif		
Provisions pour risques	407 627	407 627
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS	407 627	407 627
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 057 222	32 215 944
Emprunts en crédit-bail	205 117	
Concours bancaires courants	15 927 200	10 611 519
Autres dettes financières	1 831 642	1 371 546
FOURNISSEURS		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 171 434	22 207 280
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	570 123	580 632
AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	585 192	1 108 293
Dettes fiscales	2 489 995	5 669 259
Impôts différés passifs	1 499 855	1 802 020
Dettes sociales	2 655 354	
Autres dettes	643 521	2 044 499
Produits constatés d'avance	6 693	103 195
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi passif		3
TOTAL DETTES	74 643 348	77 714 190
TOTAL PASSIF	80 460 082	84 892 348

Compte de résultat consolidé

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France	163 388 101	163 899 271
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens - France	14 303 019	14 610 576
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services - France	5 723 741	4 734 668
Production vendue de services Export		
Autres revenus		
TOTAL I	183 414 861	183 244 515
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	42 048	203 524
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	381 247	280 169
Autres produits	557 816	750 843
TOTAL II	981 111	1 234 536
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	140 129 825	136 755 873
Variation de stock de marchandises	1 208 596	2 535 305
Achats de matières premières et autres appro.	357 903	358 935
Variation de stock matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	24 048 413	22 083 659
Impôts, taxes et versements assimilés	2 684 775	3 075 103
Salaires et traitements	10 845 774	11 702 390
Charges sociales	3 593 846	3 527 401
Dotations d'exploitation aux amortissements et dépréciations des immobilisations	2 842 857	2 937 044
Dotations d'exploitation aux dépréciations et provisions	571	3 450
QP de résultat sur opérations faites en commun		213
Autres charges	579	232 062
TOTAL III	185 713 139	183 211 435
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	-1 317 167	1 267 616
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	111 914	111 918
RESULTAT D'EXPLOITATION après dépréciations de l'écart d'acquisition	-1 429 081	1 155 698

Compte de résultat consolidé

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	3 404	6 042
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.	81 889	77 660
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Gains de change		
Autres produits financiers		
TOTAL IV	85 293	83 702
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	629 860	665 682
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Pertes de change		
Autres charges financières	49 378	
TOTAL V	679 238	665 682
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-593 945	-581 980
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-2 023 026	573 718
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	239 883	810 907
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	127 663	
Reprises sur provisions et transferts de charges		73 520
Autres produits exceptionnels		
TOTAL VI	367 546	884 427
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	104 700	81 329
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 000	11
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Autres charges exceptionnelles		
TOTAL VII	106 700	81 340
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	260 846	803 087
Impôts dus sur les bénéfices	-506 640	150 434
Impôts différés sur les bénéfices	-302 576	-143 581
TOTAL VIII	-809 216	6 853
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	184 848 811	185 447 180
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	185 801 775	184 077 228
Liaisons Résultat		
Résultat des sociétés intégrées	-952 964	1 369 952
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Résultat d'ensemble consolidé	-952 964	1 369 952
Résultat groupe	-1 198 908	1 078 482
Résultat hors-groupe	245 943	291 470
Résultat par action	-299,727	269,621
Résultat dilué par action	-299,727	269,621

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE AU 31 MARS 2022

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'émergence et l'expansion du Coronavirus, début 2020, ont affecté les activités économiques et commerciales de nombreux pays dont notamment la France où le Groupe réalise l'ensemble de ses opérations.

Le Groupe, en collaboration avec le mouvement E. Leclerc, a quant à lui, pris toutes les mesures possibles pour protéger ses salariés, pour fiabiliser les sources d'approvisionnement et répondre aux besoins de ses clients.

A la date d'arrêté des comptes du Groupe, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Référentiel

Les comptes consolidés annuels du Groupe sont établis en conformité avec les principes comptables français définis par le règlement ANC 2020-01 homologué par l'arrêté du 29 Décembre 2020.

Les états financiers consolidés, présentés en euros, ont été établis selon le principe du coût historique.

Changements de méthode

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2021, sauf pour les points suivants :

La première application, d'une manière prospective, du nouveau règlement ANC 2020-01 pour l'exercice clos au 31 mars 2022, a eu pour conséquences, notamment :

- L'adaptation de la présentation des états de Bilan et de Compte de Résultat (de l'exercice et du comparatif) ;
- Les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition sont désormais intégrées au résultat d'exploitation avec un agrégat supplémentaire du résultat d'exploitation après dotation aux amortissements des écarts d'acquisitions ;
- Les créances sociales et fiscales sont présentées séparément au niveau du bilan clôturé. Au niveau du comparatif, elles font partie des « Autres créances » ;
- Les dettes sociales et fiscales sont présentées séparément au niveau du bilan clôturé. Au niveau du comparatif, elles apparaissent en totalité dans la rubrique « Dettes fiscales » ;

- Le retraitement des contrats de crédit-bail et contrats assimilés : Le changement porte sur la comptabilisation à partir de l'exercice clos au 31 mars 2022, en immobilisations corporelles du matériel pris en crédit-bail ou contrats assimilés, avec une contrepartie en Emprunts et dettes financières selon une approche prospective. Les impacts de ce changement sur les comptes du Groupe sont les suivants :
 - Immobilisations corporelles en cours : 205 117 €
 - Emprunts et dettes financières : 205 117 €
 - Résultat net : néant

A titre d'information le résultat courant se décompose de la manière suivante :

	03.2022	03.2021
• Résultat courant avant impôt	- 2 023 026 €	573 718 €
• Dotation amortissement écart acquisition	111 914 €	111 918 €
• Résultat courant avant dotation écart d'acquisition (ISO N-1)	- 1 911 112€	685 636 €

Dates de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont établi des comptes sociaux d'une durée de douze mois arrêtés au 31 mars 2022, à l'exception de la SCI SOGELEC, dont l'exercice de douze mois a été clôturé au 31 décembre 2021.

Méthodes de consolidation

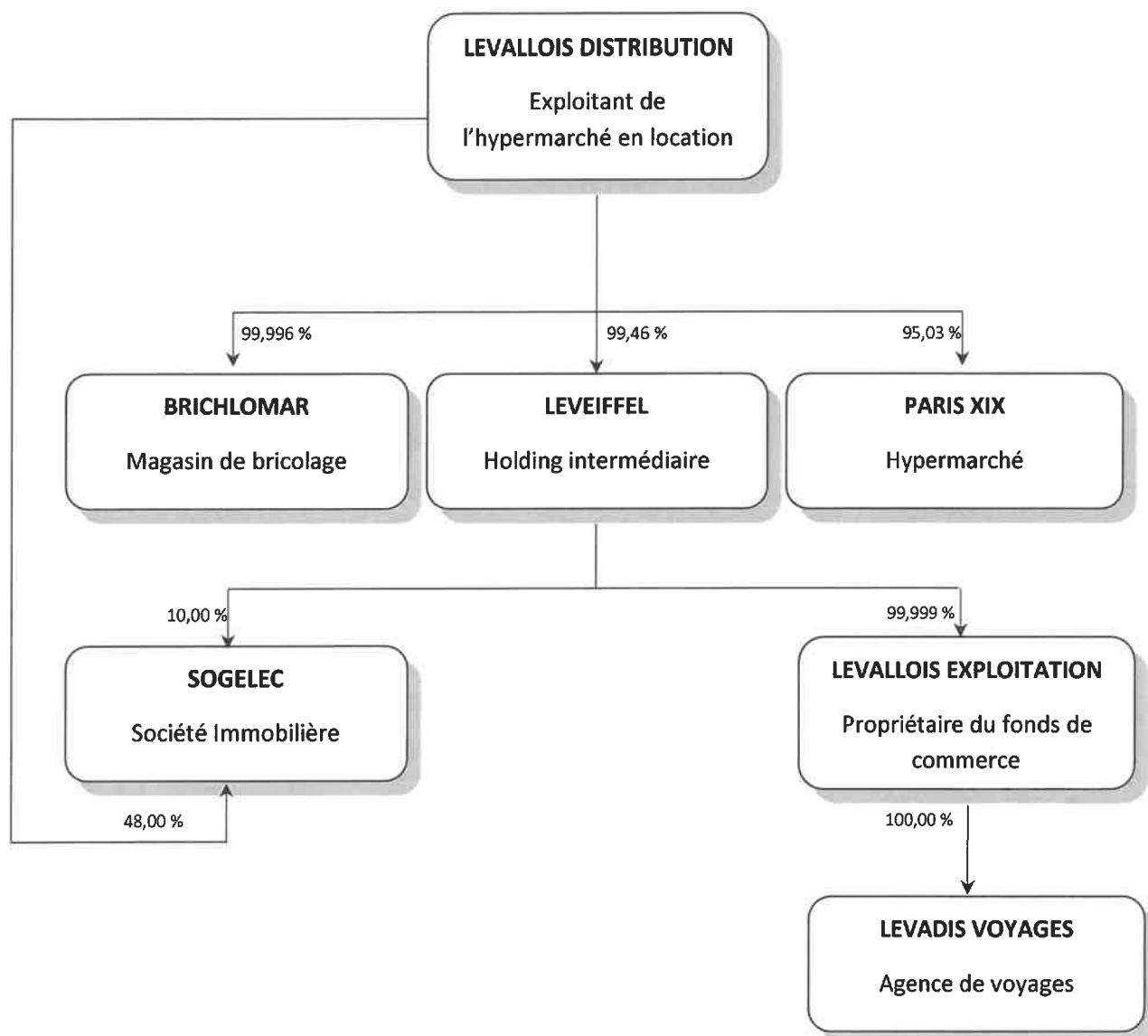
L'intégration globale est pratiquée pour toutes les filiales dont le groupe détient directement et indirectement le contrôle exclusif. Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle. Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

Périmètre de consolidation

Organigramme



Variations de périmètre et des pourcentages d'intérêts

Il n'y a pas eu de variations de périmètre au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

En revanche, il y'a eu une hausse du taux d'intérêts Groupe pour la société BRICHLOMAR (de 99,96% à 99,996%) par la suite d'une augmentation de capital effectuée uniquement par l'actionnaire majoritaire.

Comparabilité des exercices

Les états financiers consolidés au 31 mars 2021 et 2022 sont pleinement comparables.

Liste des entreprises consolidées et méthodes retenues

	Activité	% contrôle	% intérêt	Méthode
LEVALLOIS DISTRIBUTION 38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Holding exploitante	100,000 %	100,000 %	Intégration Globale
LEVEIFFEL 36-38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Holding intermédiaire	99,460 %	99,460 %	Intégration Globale
LEVALLOIS EXPLOITATION 38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Loueur de fonds	99,999 %	99,459 %	Intégration Globale
LEVADIS VOYAGES 36-38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Agence de voyages	100,00 %	99,459 %	Intégration Globale
BRICHLOMAR 102 rue Jean Jaurès 92300 LEVALLOIS PERRET	Magasin de Bricolage	99,996 %	99,996 %	Intégration Globale
SOGEELEC 8 rue du Gros Murger 95220 HERBLAY	Société Civile Immobilière	58,000 %	57,946 %	Intégration Globale
PARIS XIX 191 boulevard Macdonald 75019 PARIS	Hypermarché	95,025 %	95,025 %	Intégration Globale

Exclusion du périmètre :

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 23% du capital social de la société civile Financière Achères. Bien qu'exerçant une influence notable sur cette société nouvellement constituée, le Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION a exclu cette participation de son périmètre de consolidation, en raison du caractère non significatif de la quote-part de résultat attribuable au Groupe.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 99,98% du capital social de la SARL IONA DRIVE. Cette participation est considérée comme non significative du fait de l'absence d'activité depuis sa date de création en 2014. Elle est donc exclue du périmètre de consolidation.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs, de produits et charges ainsi que d'engagements mentionnés en annexe. Ces estimations et hypothèses sont établies sur la base d'informations connues à la date d'établissement des comptes.

Écarts d'acquisition

Lors de l'acquisition des titres d'une société consolidée, les éléments d'actifs et de passifs identifiables sont évalués à leur juste valeur totale en fonction de l'usage prévu par le groupe. Les actifs et passifs correspondants sont donc reconnus au bilan pour leur valeur réévaluée. L'écart d'acquisition est la différence entre la valeur des titres acquis et la quote-part d'actifs et passifs acquis, évalués à leur juste valeur.

A compter du 1^{er} janvier 2016 est applicable la nouvelle Directive 2013/34 UE du 26 juin 2013 sur les actifs, conduisant à les amortir ou pratiquer des tests de dépréciation.

Les écarts d'acquisition figurant à l'actif concernant les sociétés d'exploitation n'ont pas de durée d'utilisation limitée déterminable.

Les écarts d'acquisition figurant à l'actif concernant les sociétés immobilières ont une durée d'utilisation limitée à celle des constructions.

Par conséquent, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, en application de cette nouvelle directive, un changement de méthode a été opéré dans la mesure où, il a été mis fin aux amortissements des écarts d'acquisition des sociétés d'exploitation comptabilisés antérieurement.

Conformément aux nouvelles règles, les écarts d'acquisition inscrits dans les comptes et qui ne sont plus amortis feront l'objet d'un test de dépréciation réalisé annuellement.

Concernant les écarts d'acquisition amortissables, un test de dépréciation sera pratiqué uniquement en cas d'indice de perte de valeur.

Immobilisations incorporelles

Elles sont amorties sur la durée probable d'utilisation :

- | | |
|-----------------------|-----------|
| - Brevets et licences | 1 à 3 ans |
| - Logiciels | 1 à 3 ans |
| - Fonds commercial | 20 ans |

Les fonds de commerce acquis ont été affectés en écarts d'acquisition et sont amortis sur vingt ans à compter de leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le mode d'amortissement principalement utilisé dans le groupe est le mode linéaire. Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- | | |
|--|-------------|
| - Constructions : | 10 à 20 ans |
| - Matériel et outillage industriel : | 3 à 12 ans |
| - Installations générales : | 5 à 15 ans |
| - Agencements et aménagements divers : | 5 à 15 ans |
| - Matériel de transport : | 5 ans |
| - Matériel de bureau et informatique : | 3 à 10 ans |
| - Mobilier : | 3 à 10 ans |

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires ou à leur valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

Le poste autres immobilisations financières comprend les titres immobilisés, les dépôts et cautionnements versés et les autres créances immobilisées. Les titres immobilisés correspondent principalement à des participations minoritaires dans des sociétés nécessaires au fonctionnement du groupement d'achat dont les sociétés du groupe font partie. Aucune provision n'est calculée pour les sociétés de développement et de gestion liées au mouvement E. Leclerc.

Stocks

Ils sont évalués selon la méthode du « premier entré, premier sorti ». Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif. Une dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'usage devient inférieure à leur coût d'entrée.

Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'inventaire, fondée sur leur probabilité de recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

Provisions pour risques et charges

Elles portent essentiellement sur des litiges provisionnés à hauteur des risques estimés sur la base des éléments disponibles à la clôture de l'exercice.

Engagements de retraite

Méthode de calcul de la provision des engagements de retraite

L'Autorité des Normes Comptables, dans la mise à jour du 17 novembre 2021 de sa recommandation ANC 2013-02, propose deux méthodes d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires :

- Soit une méthode « rétrospective pro rata temporis » conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC 2003-R.01,
- Soit une méthode « ANC 2021 » conforme à la norme IAS 19 révisée, selon laquelle la répartition des droits est faite de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestations.

La méthode retenue par le Groupe à compter de l'exercice clos le 31 mars 2022, est la méthode « ANC 2021 » (changement de méthode de calcul par rapport au 31 mars 2021).

Les principaux paramètres retenus pour l'évaluation de l'engagement sont les suivants :

- Age de départ à la retraite :	67 ans
- Taux de revalorisation annuel des salaires :	1,0 %
- Taux d'actualisation :	1.74 %
- Table de mortalité :	TG 05

Le Groupe a choisi de ne pas provisionner les engagements de retraite dans son bilan consolidé. Les informations relatives à cet engagement figurent dans les engagements hors bilan du Groupe.

Impôts différés

Les différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ceux-ci sont calculés selon la méthode du report variable, sur la base des conditions d'imposition connues à la fin de l'exercice.

Thierry CURNIS
9, Allée des Noisetiers
92140 Clamart

MARCOLLA ET ASSOCIES
12 rue Jouffroy d'Abbans
75017 Paris

GROUPE LEVALLOIS DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 euros

38 rue d'Alsace
92300 LEVALLOIS PERRET

500 028 006 R.C.S. Nanterre

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

**EXERCICE CLOS LE
31 MARS 2022**

Thierry CURNIS
9, Allée des Noisetiers
92140 Clamart

MARCOLLA ET ASSOCIES
12 rue Jouffroy d'Abbans
75017 Paris

GROUPE LEVALLOIS DISTRIBUTION

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS Exercice clos le 31 Mars 2022

A l'Assemblée Générale des associés du groupe Levallois

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du groupe Levallois Distribution relatifs à l'exercice clos le 31 Mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Comité Directeur.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Comité Directeur.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Clamart et à Paris, le 15 Septembre 2022

Les Commissaires aux Comptes



Thierry CURNIS
*Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles et du Centre*

MARCOLLA ET ASSOCIES



Jean-Pierre MARCOLLA
*Membre de la Compagnie
Régionale de Paris*

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/03/2022	31/03/2021
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Ecart d'acquisition	21 420 586	-7 009 883	14 410 703	14 522 617
Fonds commercial				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	476 056	-443 909	32 147	29 144
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations incorporelles	55 000	-23 012	31 988	35 425
Immobilisation incorporelles en cours				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles	18 117		18 117	18 117
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	995 772		995 772	995 772
Constructions	27 287 104	-12 640 509	14 646 595	16 003 435
Installations techniques, matériel, outillage	6 913 528	-5 387 768	1 525 760	1 750 684
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations corporelles	13 706 108	-7 706 836	5 999 272	6 688 645
Immobilisations corporelles en cours	207 281		207 281	49 420
Avances et acomptes	1 750		1 750	4 660
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	5 892 129		5 892 129	5 587 960
Prêts	14 213		14 213	25 546
Autres immobilisations financières	493 529		493 529	472 608
Liaison Titres				
TITRES MIS EN EQUIVALENCE				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	77 481 173	-33 211 917	44 269 256	46 184 033
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	11 759 234		11 759 234	12 967 831
CLIENTS				
Créances clients et comptes rattachés	2 903 589	-11 693	2 891 896	2 272 968
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION				
Avances et acomptes versés sur commandes	330 118		330 118	750 698
Créances fiscales	3 821 845		3 821 845	
Actifs d'impôts différés	93 603		93 603	93 192
Créances sociales	101 058		101 058	
Autres créances	13 231 561	-249 689	12 981 872	18 534 504
Charges constatées d'avance	2 655 643		2 655 643	2 810 665
Capital souscrit, appelé et non versé				
Frais d'émission d'emprunt				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
Liaison Bilan				
Ecart d'arrondi actif				
TRESORERIE ET EQUIVALENTS				
Valeurs mobilières de placement	350 000		350 000	350 000
Actions propres				
Disponibilités	1 205 557		1 205 557	928 457
TOTAL ACTIF CIRCULANT	36 452 208	-261 382	36 190 826	38 708 315
TOTAL ACTIF	113 933 381	-33 473 299	80 460 082	84 892 348

Bilan consolidé

PASSIF	31/03/2022	31/03/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	40 000	40 000
Primes sur capital		
Ecart de réévaluation		
Ecart de réévaluation groupe		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	21 116 687	19 104 243
Réserves du groupe	-16 699 090	-15 764 796
Ecart de conversion		
Report à nouveau		
Résultat Groupe	-1 198 908	1 078 482
AUTRES		
Subventions d'investissement		
Titres en auto-contrôle		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	3 262 689	4 461 929
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	1 900 475	2 017 132
Ecart de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	245 943	291 470
INTERETS MINORITAIRES	2 146 418	2 308 602
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Ecart d'acquisition négatif		
Provisions pour risques	407 627	407 627
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS	407 627	407 627
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 057 222	32 215 944
Emprunts en crédit-bail	205 117	
Concours bancaires courants	15 927 200	10 611 519
Autres dettes financières	1 831 642	1 371 546
FOURNISSEURS		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 171 434	22 207 280
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	570 123	580 632
AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	585 192	1 108 293
Dettes fiscales	2 489 995	5 669 259
Impôts différés passifs	1 499 855	1 802 020
Dettes sociales	2 655 354	
Autres dettes	643 521	2 044 499
Produits constatés d'avance	6 693	103 195
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi passif		3
TOTAL DETTES	74 643 348	77 714 190
TOTAL PASSIF	80 460 082	84 892 348

Compte de résultat consolidé

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France	163 388 101	163 899 271
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens - France	14 303 019	14 610 576
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services - France	5 723 741	4 734 668
Production vendue de services Export		
Autres revenus		
TOTAL I	183 414 861	183 244 515
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	42 048	203 524
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	381 247	280 169
Autres produits	557 816	750 843
TOTAL II	981 111	1 234 536
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	140 129 825	136 755 873
Variation de stock de marchandises	1 208 596	2 535 305
Achats de matières premières et autres appro.	357 903	358 935
Variation de stock matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	24 048 413	22 083 659
Impôts, taxes et versements assimilés	2 684 775	3 075 103
Salaires et traitements	10 845 774	11 702 390
Charges sociales	3 593 846	3 527 401
Dotations d'exploitation aux amortissements et dépréciations des immobilisations	2 842 857	2 937 044
Dotations d'exploitation aux dépréciations et provisions	571	3 450
QP de résultat sur opérations faites en commun		213
Autres charges	579	232 062
TOTAL III	185 713 139	183 211 435
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	-1 317 167	1 267 616
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	111 914	111 918
RESULTAT D'EXPLOITATION après dépréciations de l'écart d'acquisition	-1 429 081	1 155 698

Compte de résultat consolidé

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	3 404	6 042
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.	81 889	77 660
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Gains de change		
Autres produits financiers		
TOTAL IV	85 293	83 702
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	629 860	665 682
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Pertes de change		
Autres charges financières	49 378	
TOTAL V	679 238	665 682
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-593 945	-581 980
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-2 023 026	573 718
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	239 883	810 907
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	127 663	
Reprises sur provisions et transferts de charges		73 520
Autres produits exceptionnels		
TOTAL VI	367 546	884 427
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	104 700	81 329
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 000	11
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Autres charges exceptionnelles		
TOTAL VII	106 700	81 340
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	260 846	803 087
Impôts dus sur les bénéfices	-506 640	150 434
Impôts différés sur les bénéfices	-302 576	-143 581
TOTAL VIII	-809 216	6 853
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	184 848 811	185 447 180
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	185 801 775	184 077 228
Liaisons Résultat		
Résultat des sociétés intégrées	-952 964	1 369 952
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Résultat d'ensemble consolidé	-952 964	1 369 952
Résultat groupe	-1 198 908	1 078 482
Résultat hors-groupe	245 943	291 470
Résultat par action	-299,727	269,621
Résultat dilué par action	-299,727	269,621

Variation de trésorerie consolidée

(Montants exprimés en euros)	31/03/2022	31/03/2021
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat d'ensemble consolidé	(952 964)	1 369 952
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>		
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
Amortissements et provisions (hors provisions sur actif circulant)	2 937 439	3 040 442
Variation des impôts différés	(302 576)	(143 581)
Plus/moins values de cessions d'actifs incorporels et corporels	-	-
Plus/moins values de cessions de titres consolidés	(125 663)	-
Autres charges & produits sans incidence sur la trésorerie	-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 556 236	4 266 813
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :</i>		
Stocks nets de provision pour dépréciation	1 208 597	2 535 305
Créances d'exploitation nettes de provision pour dépréciation	2 619 387	(1 787 575)
Dettes d'exploitation	2 802 107	4 218 115
Variation du besoin en fonds de roulement	6 630 091	4 965 845
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	8 186 327	9 232 658
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(578 331)	(349 246)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Variations des immobilisations financières	(169 149)	(294 129)
Variations des dettes sur immobilisations	683 589	(349 003)
Incidence des variations de périmètre	-	-
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(63 891)	(992 378)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(408 458)	(395 897)
Souscriptions d'emprunts	24 167	-
Remboursements d'emprunts	(12 142 314)	(5 640 508)
Variation des comptes courants	(595 444)	50 256
Variation des autres dettes financières	(38 968)	3 636
Variation des comptes à terme et valeurs mobilières de placement à plus de trois mois	-	-
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(13 161 017)	(5 982 513)
VARIATION DE TRESORERIE	(5 038 581)	2 257 767
TRESORERIE D'OUVERTURE	(9 683 062)	(11 940 829)
TRESORERIE DE CLOTURE	(14 721 643)	(9 683 062)
Détail de la Trésorerie	31/03/2022	31/03/2021
Valeurs mobilières de placement	350 000	350 000
Disponibilités	1 205 557	928 457
- Valeurs mobilières de placement et comptes à terme à plus de trois mois	(350 000)	(350 000)
- Concours bancaires courants	(15 927 200)	(10 611 519)
Total Trésorerie	(14 721 643)	(9 683 062)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE AU 31 MARS 2022

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'émergence et l'expansion du Coronavirus, début 2020, ont affecté les activités économiques et commerciales de nombreux pays dont notamment la France où le Groupe réalise l'ensemble de ses opérations.

Le Groupe, en collaboration avec le mouvement E. Leclerc, a quant à lui, pris toutes les mesures possibles pour protéger ses salariés, pour fiabiliser les sources d'approvisionnement et répondre aux besoins de ses clients.

A la date d'arrêté des comptes du Groupe, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Référentiel

Les comptes consolidés annuels du Groupe sont établis en conformité avec les principes comptables français définis par le règlement ANC 2020-01 homologué par l'arrêté du 29 Décembre 2020.

Les états financiers consolidés, présentés en euros, ont été établis selon le principe du coût historique.

Changements de méthode

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2021, sauf pour les points suivants :

La première application, d'une manière prospective, du nouveau règlement ANC 2020-01 pour l'exercice clos au 31 mars 2022, a eu pour conséquences, notamment :

- L'adaptation de la présentation des états de Bilan et de Compte de Résultat (de l'exercice et du comparatif) ;
- Les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition sont désormais intégrées au résultat d'exploitation avec un agrégat supplémentaire du résultat d'exploitation après dotation aux amortissements des écarts d'acquisitions ;
- Les créances sociales et fiscales sont présentées séparément au niveau du bilan clôturé. Au niveau du comparatif, elles font partie des « Autres créances » ;
- Les dettes sociales et fiscales sont présentées séparément au niveau du bilan clôturé. Au niveau du comparatif, elles apparaissent en totalité dans la rubrique « Dettes fiscales » ;

- Le retraitement des contrats de crédit-bail et contrats assimilés : Le changement porte sur la comptabilisation à partir de l'exercice clos au 31 mars 2022, en immobilisations corporelles du matériel pris en crédit-bail ou contrats assimilés, avec une contrepartie en Emprunts et dettes financières selon une approche prospective. Les impacts de ce changement sur les comptes du Groupe sont les suivants :
 - Immobilisations corporelles en cours : 205 117 €
 - Emprunts et dettes financières : 205 117 €
 - Résultat net : néant

A titre d'information le résultat courant se décompose de la manière suivante :

	03.2022	03.2021
○ Résultat courant avant impôt	- 2 023 026 €	573 718 €
○ Dotation amortissement écart acquisition	111 914 €	111 918 €
○ Résultat courant avant dotation écart d'acquisition (ISO N-1)	- 1 911 112 €	685 636 €

Dates de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont établi des comptes sociaux d'une durée de douze mois arrêtés au 31 mars 2022, à l'exception de la SCI SOGELEC, dont l'exercice de douze mois a été clôturé au 31 décembre 2021.

Méthodes de consolidation

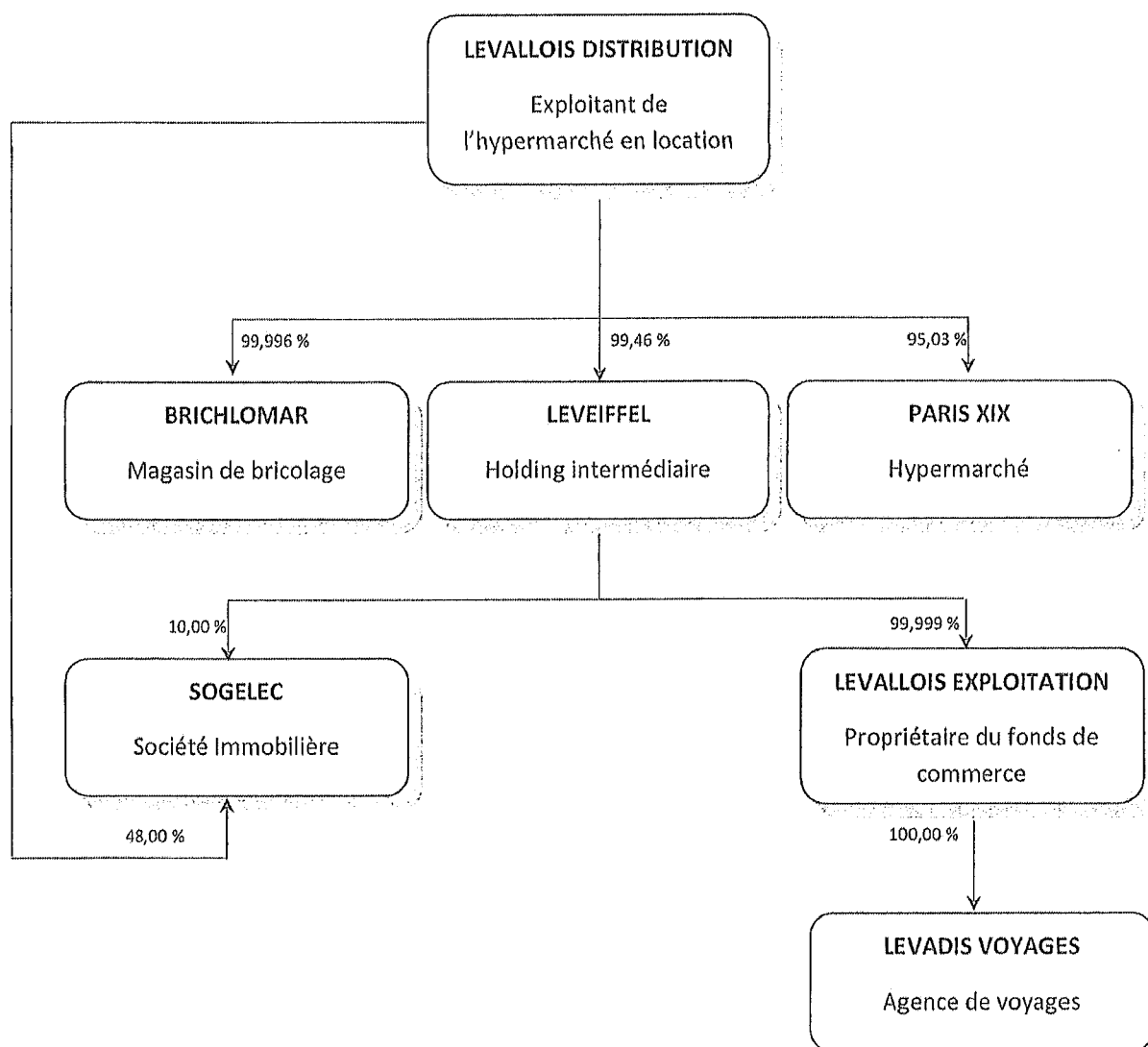
L'intégration globale est pratiquée pour toutes les filiales dont le groupe détient directement et indirectement le contrôle exclusif. Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle. Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

Périmètre de consolidation

Organigramme



Variations de périmètre et des pourcentages d'intérêts

Il n'y a pas eu de variations de périmètre au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

En revanche, il y'a eu une hausse du taux d'intérêts Groupe pour la société BRICHLOMAR (de 99,96% à 99,996%) par la suite d'une augmentation de capital effectuée uniquement par l'actionnaire majoritaire.

Comparabilité des exercices

Les états financiers consolidés au 31 mars 2021 et 2022 sont pleinement comparables.

Liste des entreprises consolidées et méthodes retenues

	Activité	% contrôle	% intérêt	Méthode
LEVALLOIS DISTRIBUTION 38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Holding exploitante	100,000 %	100,000 %	Intégration Globale
LEVEIFFEL 36-38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Holding Intermédiaire	99,460 %	99,460 %	Intégration Globale
LEVALLOIS EXPLOITATION 38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Loueur de fonds	99,999 %	99,459 %	Intégration Globale
LEVADIS VOYAGES 36-38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Agence de voyages	100,00 %	99,459 %	Intégration Globale
BRICHLOMAR 102 rue Jean Jaurès 92300 LEVALLOIS PERRET	Magasin de Bricolage	99,996 %	99,996 %	Intégration Globale
SOGELEC 8 rue du Gros Murger 95220 HERBLAY	Société Civile Immobilière	58,000 %	57,946 %	Intégration Globale
PARIS XIX 191 boulevard Macdonald 75019 PARIS	Hypermarché	95,025 %	95,025 %	Intégration Globale

Exclusion du périmètre :

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 23% du capital social de la société civile Financière Achères. Bien qu'exerçant une influence notable sur cette société nouvellement constituée, le Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION a exclu cette participation de son périmètre de consolidation, en raison du caractère non significatif de la quote-part de résultat attribuable au Groupe.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 99,98% du capital social de la SARL IONA DRIVE. Cette participation est considérée comme non significative du fait de l'absence d'activité depuis sa date de création en 2014. Elle est donc exclue du périmètre de consolidation.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs, de produits et charges ainsi que d'engagements mentionnés en annexe. Ces estimations et hypothèses sont établies sur la base d'informations connues à la date d'établissement des comptes.

Ecart d'acquisition

Lors de l'acquisition des titres d'une société consolidée, les éléments d'actifs et de passifs identifiables sont évalués à leur juste valeur totale en fonction de l'usage prévu par le groupe. Les actifs et passifs correspondants sont donc reconnus au bilan pour leur valeur réévaluée. L'écart d'acquisition est la différence entre la valeur des titres acquis et la quote-part d'actifs et passifs acquis, évalués à leur juste valeur.

A compter du 1^{er} janvier 2016 est applicable la nouvelle Directive 2013/34 UE du 26 juin 2013 sur les actifs, conduisant à les amortir ou pratiquer des tests de dépréciation.

Les écarts d'acquisition figurant à l'actif concernant les sociétés d'exploitation n'ont pas de durée d'utilisation limitée déterminable.

Les écarts d'acquisition figurant à l'actif concernant les sociétés immobilières ont une durée d'utilisation limitée à celle des constructions.

Par conséquent, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, en application de cette nouvelle directive, un changement de méthode a été opéré dans la mesure où, il a été mis fin aux amortissements des écarts d'acquisition des sociétés d'exploitation comptabilisés antérieurement.

Conformément aux nouvelles règles, les écarts d'acquisition inscrits dans les comptes et qui ne sont plus amortis feront l'objet d'un test de dépréciation réalisé annuellement.

Concernant les écarts d'acquisition amortissables, un test de dépréciation sera pratiqué uniquement en cas d'indice de perte de valeur.

Immobilisations incorporelles

Elles sont amorties sur la durée probable d'utilisation :

- Brevets et licences	1 à 3 ans
- Logiciels	1 à 3 ans
- Fonds commercial	20 ans

Les fonds de commerce acquis ont été affectés en écarts d'acquisition et sont amortis sur vingt ans à compter de leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le mode d'amortissement principalement utilisé dans le groupe est le mode linéaire. Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- Constructions :	10 à 20 ans
- Matériel et outillage industriel :	3 à 12 ans
- Installations générales :	5 à 15 ans
- Agencements et aménagements divers :	5 à 15 ans
- Matériel de transport :	5 ans
- Matériel de bureau et informatique :	3 à 10 ans
- Mobilier :	3 à 10 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires ou à leur valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

Le poste autres immobilisations financières comprend les titres immobilisés, les dépôts et cautionnements versés et les autres créances immobilisées. Les titres immobilisés correspondent principalement à des participations minoritaires dans des sociétés nécessaires au fonctionnement du groupement d'achat dont les sociétés du groupe font partie. Aucune provision n'est calculée pour les sociétés de développement et de gestion liées au mouvement E. Leclerc.

Stocks

Ils sont évalués selon la méthode du « premier entré, premier sorti ». Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif. Une dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'usage devient inférieure à leur coût d'entrée.

Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'inventaire, fondée sur leur probabilité de recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

Provisions pour risques et charges

Elles portent essentiellement sur des litiges provisionnés à hauteur des risques estimés sur la base des éléments disponibles à la clôture de l'exercice.

Engagements de retraite

Méthode de calcul de la provision des engagements de retraite

L'Autorité des Normes Comptables, dans la mise à jour du 17 novembre 2021 de sa recommandation ANC 2013-02, propose deux méthodes d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires :

- Soit une méthode « rétrospective pro rata temporis » conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC 2003-R.01,
- Soit une méthode « ANC 2021 » conforme à la norme IAS 19 révisée, selon laquelle la répartition des droits est faite de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestations.

La méthode retenue par le Groupe à compter de l'exercice clos le 31 mars 2022, est la méthode « ANC 2021 » (changement de méthode de calcul par rapport au 31 mars 2021).

Les principaux paramètres retenus pour l'évaluation de l'engagement sont les suivants :

- Age de départ à la retraite :	67 ans
- Taux de revalorisation annuel des salaires :	1,0 %
- Taux d'actualisation :	1.74 %
- Table de mortalité :	TG 05

Le Groupe a choisi de ne pas provisionner les engagements de retraite dans son bilan consolidé. Les informations relatives à cet engagement figurent dans les engagements hors bilan du Groupe.

Impôts différés

Les différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ceux-ci sont calculés selon la méthode du report variable, sur la base des conditions d'imposition connues à la fin de l'exercice.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenues sont celles qui résultent des textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui seront applicables lorsque la différence temporaire se réalisera. La Loi de Finances en France prévoit une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés, selon le calendrier suivant :

- Exercices ouverts en 2022 et au-delà : 25%

Le Groupe a procédé à une analyse par nature et par échéance probable des impôts différés actifs et passifs et valorisé ces derniers au taux qui sera applicable lorsque la différence temporaire se réalisera. Aussi, le taux d'impôt retenu dans les calculs d'impôts différés est de 25%.

Les actifs d'impôts différés relatifs aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que si l'entité fiscale a une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années ultérieures.

Particularités dans les règles comptables

Les comptes annuels de LEVADIS VOYAGES sont établis conformément au plan comptable des agences de voyages.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE AU 31 MARS 2022

Note 1 – Actif immobilisé

Les variations de l'exercice s'analysent comme suit :

<i>(montants exprimés en euros)</i>	Valeur brute	Amortissements et provisions	Valeur nette
Solde au 31 mars 2021	76 406 819	(30 222 786)	46 184 033
Acquisitions	1 114 670	-	1 114 670
Cessions	(19 767)	4 301	(15 466)
Autres ⁽¹⁾	(20 549)	(38 662)	(59 211)
Dotations aux amortissements de l'exercice	-	(2 954 770)	(2 954 770)
Dotations aux provisions de l'exercice	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-
Total des immobilisations & écarts d'acquisition	77 481 173	(33 211 917)	44 269 256

(1) Fusion (Hors Groupe consolidé) et avoirs sur immobilisations

Voir les tableaux détaillés de variation pages 19, 20 et 24.

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Acquisitions	Révaluations	Cession	Virement	Apports, fusions, scissions	Variation de périmètre	Variation taux de change	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	21 420 586										21 420 586
Fonds commercial											
Frais de développement	457 059		18 997								476 056
Concessions, brevets et droits similaires											
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés											
Autres immobilisations incorporelles	55 000										55 000
Immobilisations incorporelles en cours											
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	18 117										18 117
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 950 762		18 997								21 969 759
Terminis	995 772										995 772
Constructions	27 220 290		66 814								27 287 104
Installations techniques, matériel, outillage	6 701 108		192 215		4 300	52 330	24 505			(113 466)	6 852 392
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés											
Autres immobilisations corporelles	13 398 693		298 140			(49 420)	70 410				13 767 243
Immobilisations en cours (1)	49 420		207 281			(2 910)					207 281
Avances et acomptes	4 660										1 750
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	48 369 943		764 450		4 300		94 915			(113 466)	49 111 542
Titres de participations											
Créances rattachées à des participations											
Autres titres immobilisés	5 587 960		308 170		2 000		(2 000)				5 892 130
Prêts	25 546		2 108		13 441						14 213
Autres immobilisations financières	472 608		20 945		24						493 529
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 086 114		331 223		15 465		(2 000)				6 399 872
TITRES MIS EN EQUIVALENCE											
TOTAL GENERAL	76 406 819		1 114 670		19 765		92 915			(113 466)	77 481 173

(1) Dont immobilisations en cours en crédit-bail pour 205 117€

Rubriques	Ouverture	Correction Ouverture	Reprises	Réévaluations	Dotations	Virement	Apports	Variation Périmètre :	Variation Tx de change	Autres mouvements	Cloûture
Ecart d'acquisition	6 897 969				111 914						7 009 883
Fonds commercial											
Frais de développement	427 915				15 994						443 909
Concessions, brevets et droits similaires											
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés											
Autres immobilisations incorporelles	19 575				3 437						23 012
Immobilisations incorporelles en cours											
Avances, acomptes sur immo. incorporelles											
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 345 459				131 345						7 476 804
Terrains											
Constructions	11 216 855				1 423 654						12 640 509
Installations techniques, matériel, outillage	4 950 424		4 300		423 557		18 087				5 387 768
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés											
Autres immobilisations corporelles	6 710 048				976 214		37 907			(17 333)	7 706 836
Immobilisations en cours											
Avances et acomptes											
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 877 327		4 300		2 823 425		55 994			(17 333)	25 755 113
Amortissements Dérogatoires											
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES											
Primes de remboursements des obligations											
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS											
TOTAL GENERAL	30 222 786		4 300		2 954 770		55 994			(17 333)	33 211 917

Note 2 – Ecart d'évaluation

A l'occasion de la première consolidation des sociétés acquises par le Groupe, des réévaluations ont été pratiquées afin de constater les actifs et passifs acquis à leur juste valeur dans le bilan consolidé :

LEVEIFFEL au 31 mars 2008 :

Lors de l'acquisition des titres LEVEIFFEL, un écart d'évaluation a été affecté aux titres SOGELEC pour un montant de 262 K€.

LEVALLOIS DISTRIBUTION au 31 janvier 2015 :

Un écart d'évaluation sur les constructions de la SCI SOGELEC a été constaté à hauteur de 5 924 K€ nets d'impôts différés, dont 4 739 K€ sur les gros œuvres amortissables sur vingt-cinq ans et 1 185 K€ sur les seconds œuvres amortissables sur quinze ans, à compter du 31 janvier 2015.

Note 3 – Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition global positif a été ventilé sur les sociétés du sous-groupe LEVEIFFEL en écarts d'acquisition positifs et négatifs afin de suivre les contributions à cet écart par société.

Les écarts d'acquisition positifs sont représentatifs de la valeur du fonds de commerce de l'entité concernée. Les écarts d'acquisition négatifs sont issus d'une transaction réalisée dans des conditions avantageuses.

Ventilation des écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition global réalisé par la société LEVALLOIS DISTRIBUTION lors de l'acquisition du groupe LEVEIFFEL a été affecté à la filiale LEVALLOIS EXPLOITATION.

Les écarts d'acquisition ont été calculés sur la base de la juste valeur des actifs et des passifs au 31 mars 2008.

L'écart d'acquisition réalisé au 31 mars 2011 par la société LEVALLOIS DISTRIBUTION lors du complément de prix versé pour l'acquisition du groupe LEVEIFFEL a été affecté à la filiale LEVALLOIS EXPLOITATION.

Le complément de prix étant lié à la possibilité de transfert dans un nouveau centre commercial, cet écart d'acquisition a été amorti à compter de l'entrée dans les nouveaux locaux le 18 octobre 2012.

Suite à la fusion simplifiée de la société LEVEIFFEL avec la société EIFFEL DISTRIBUTION, les écarts d'acquisition détenus par EIFFEL DISTRIBUTION ont été réaffectés à LEVEIFFEL.

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Ecart d'acquisition brut	amortissements			Ecart d'acquisition net
			début	dotation	fin	
Lev.Eiffel	Levallois Exploitation	3 755 135	1 502 048	-	1 502 048	2 253 087
Lev.Eiffel	Levallois Exploitation	2 086 706	834 688	-	834 688	1 252 018
Lev.Eiffel	Levallois Exploitation	6 833 901	1 178 614	-	1 178 614	5 655 287
Lev.Eiffel	Levallois Exploitation	3 797 556	654 949	-	654 949	3 142 607
Sous total		16 473 298	4 170 299	-	4 170 299	12 302 999
Fonds de commerce-Levallois Exploitation		602 936	602 936	-	602 936	-
Total		17 076 234	4 773 235	-	4 773 235	12 302 999

L'écart de première consolidation constaté au 31 janvier 2015 lors de la prise de participation dans la SCI SOGELEC, a été affecté à hauteur de 5 924 K€ net d'impôt à un écart d'évaluation sur la construction. Le solde de l'écart d'acquisition est amorti sur 25 ans.

L'écart résiduel a été inscrit à l'actif en écarts d'acquisition :

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Ecart d'acquisition brut	amortissements			Ecart d'acquisition net
			début	dotation / provision	fin	
Levallois distribution	Sogelec	2 797 840	578 222	111 914	690 136	2 107 704
Levallois distribution	Paris XIX	1 546 512	1 546 512	-	1 546 512	-
Total		4 344 352	2 124 734	111 914	2 236 648	2 107 704

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, le test de dépréciation pratiqué sur l'écart d'acquisition de PARIS XIX a abouti à une perte de valeur, par conséquent l'écart d'acquisition a été déprécié à

Note 4 – Capitaux propres consolidés

Capitaux propres au 31 mars 2020	3 895 763	2 413 809	6 309 572
Variations			
Augmentation / réduction de capital	-	-	-
Résultat de l'exercice	1 078 482	291 470	1 369 952
Dividendes versés	-	(395 897)	(395 897)
Variations de périmètre	-	-	-
Autres ⁽¹⁾	(512 316)	(780)	(513 096)
Total variations de l'exercice	566 166	(105 207)	460 959
Capitaux propres au 31 mars 2021	4 461 929	2 308 602	6 770 531
Variations			
Augmentation / réduction de capital	-	-	-
Résultat de l'exercice	(1 198 908)	245 943	(952 965)
Dividendes versés	-	(408 458)	(408 458)
Variations de périmètre	(329)	329	-
Autres ⁽²⁾	(3)	2	(1)
Total variations de l'exercice	(1 199 240)	(162 184)	(1 361 424)
Capitaux propres au 31 mars 2022	3 262 689	2 146 418	5 409 107

(1) Reclassement lié à l'exercice clos le 31 mars 2016

(2) Arrondis

Note 5 – Provisions pour risques et charges

(montants exprimés en euros)	31/03/2021	Variations	Dotations	Reprises	31/03/2022
Litiges commerciaux	309 627	-	-	-	309 627
Litiges salariés & prud'homaux	98 000	-	-	-	98 000
Provisions pour indemnités de départ à la retraite ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	407 627	-	-	-	407 627

(1) Le Groupe a choisi de ne pas constater la provision pour indemnités de départ à la retraite dans son bilan consolidé. Elle figure en engagements hors bilan (voir note 9).

Voir le tableau de détail des provisions pour risques et charges et autres provisions sur actif immobilisé et circulant page 24.

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé											
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES											
Provisions pour acquisition de titres	407 627										407 627
Provisions pour risques											
Provisions pour charges											
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	407 627										407 627
Provisions sur frais d'établissement											
Prov. sur frais de recherche et développement											
Prov. sur conss, brevets et droits similaires											
Provisions dépréciation droit au bail											
Provisions dépréciation fond commercial											
Provisions sur autres immo. Incorporables											
Provisions sur immobilisations incorporelles en cours											
PROV. SUR IMMO INCORPORABLES											
Provisions sur terrains											
Provisions sur terrains en crédit bail											
Provisions sur constructions											
Provisions sur constructions en crédit bail											
Provisions sur immobilisations corporelles en cours											
Provisions sur autres immobilisations corporelles en cours											
PROV. SUR IMMO CORPORELES											
Provisions sur titres de participation											
Prov. pour cess. actifs nets en cours											
Provisions sur titres mis en équivalence											
Provisions sur créances rattachées											
Provisions sur autres titres immobilisés											
Provisions sur prêts											
Provisions sur autres immobilis. financières											
PROV. SUR IMMO FINANCIERES											
Provisions sur stocks matières premières											
Provisions sur en cours de biens											
Provisions sur en cours de services											
Provisions sur stocks produits finis											
Provisions sur stocks marchandises											
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS											
Prov. sur avances et aptes versés sur amides											
Provisions sur comptes clients	543			543							11 693
Provision dépréciation clients douteux	16 385			5 263							249 689
Provisions sur autres créances	440 375			190 686							
Provisions charges constatées avan.											
Prov. sur valeurs mobilières de placement											
Provisions sur actions propres											
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	457 303		571	196 492							261 382
TOTAL GENERAL	864 930		571	196 492							669 009

Note 6 – Emprunts et dettes financières

	31/03/2022	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	20 057 222	4 759 279	11 746 044	3 551 899
Intérêts sur emprunts	37 278	37 278	-	-
Emprunts de crédit bail	205 117	29 302	117 210	58 605
Concours bancaires	15 927 200	15 927 200	-	-
Dettes financières diverses	1 794 364	1 660 314	-	134 050
Total	38 021 181	22 413 373	11 863 254	3 744 554

La variation des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 s'analyse comme suit :

Solde au 31 mars 2021	32 175 369
Souscriptions	24 167
Remboursements	- 12 142 314
Variations de périmètre	-
Solde au 31 mars 2022	20 057 222

Note 7 – Ventilation des créances et dettes par échéances

(montants exprimés en euros)	31/03/2022	à 1 an au plus	à + d'1 an
<u>Créances</u>			
Prêts	14 213	4 181	10 032
Autres immobilisations financières	493 529		493 529
Avances et acomptes versés sur commandes	330 118	330 118	-
Créances clients et comptes rattachés	2 903 589	2 903 589	-
Clients douteux		-	-
Créances fiscales	3 821 845	3 821 845	-
Créances sociales	101 058	101 058	-
Autres créances	13 231 561	13 231 561	-
Charges constatées d'avance	2 655 643	2 655 643	-
Total des créances	23 551 556	23 047 995	503 561
<u>Dettes</u>			
Avances et acomptes reçus sur commandes	585 192	585 192	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 171 434	28 171 434	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	570 123	570 123	-
Dettes fiscales	2 489 995	2 489 995	-
Dettes sociales	2 655 354	2 655 354	-
Autres dettes	643 521	643 521	-
Produits constatés d'avance	6 693	6 693	-
Total des dettes	35 122 312	35 122 312	-

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements.

Note 8 – Actifs et passifs d'impôts différés

	31/03/2022	31/03/2021
Impôt différé actif	93 603	93 192
Impôt différé passif	1 499 855	1 802 020
Net (actif - passif)	(1 406 252)	(1 708 828)

Les impôts différés se décomposent comme suit :

	31/03/2022		31/03/2021	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Différences temporaires liées à l'application des règles fiscales en vigueur	88 793	-	93 569	79 604
Ecart d'évaluation sur Immobilisations		1 499 855	-	1 606 613
Frais d'acquisition de titres	-	-	87 274	-
Provisions réglementées	-	-	-	203 503
Autres retraitements	4 810	-	49	-
Compensation des actifs et passifs d'impôt différé par entité fiscale	-	-	(87 700)	(87 700)
Total	93 603	1 499 855	93 192	1 802 020

Note 9 – Engagements donnés

- Avals et cautions : 11 793 068 €
- Dettes garanties par des sûretés réelles : 17 559 192 €
 - Nantissement de fonds de commerce au profit des banques partenaires
 - Nantissement d'actions ou parts sociales de filiales du Groupe auprès de banques partenaires
 - Hypothèque conventionnelle sur un bien immobilier situé à Levallois Perret au profit de banques partenaires.
- Engagements de retraite : ils s'élèvent à 461 944 € au 31 mars 2022 contre 447 298 € au 31 mars 2021 en utilisant la nouvelle méthode ANC « 2021 » (509 192€ est le montant de l'engagement au 31 mars 2021 en utilisant l'ancienne méthode « rétrospective pro rata temporis »).

Le changement résultant de ce choix de méthode, pour la première fois à la clôture de cet exercice, est assimilé à un changement de réglementation comptable qui se traduit par un changement de méthode comptable.

Au 31 mars 2022, l'effet de ce changement de méthode 61 894 € (avant impôt).

Le calcul prend en compte les hypothèses suivantes :

- âge de départ à la retraite à l'initiative du salarié :	67 ans
- taux d'actualisation :	1.74 % (0.72% en 2021)
- augmentation annuelle des salaires :	1.0 %
- table de mortalité :	TG 05
- taux de rotation du personnel	estimé selon la catégorie de personnel, de faible à élevé

Les impacts dans les états financiers consolidés, si la méthode préférentielle avait été appliquée auraient été les suivants :

Capitaux propres consolidés (Part du Groupe & Intérêts minoritaires) 2020	(323 615) €
Résultat d'exploitation	(77 705) €
Charge / produit d'impôts différés	19 426 €
Capitaux propres consolidés (Part du Groupe & Intérêts minoritaires) 2021	(381 894) €
Changement de méthode (impact CP net d'impôt)	46 421 €
Résultat d'exploitation	(14 646) €
Charge / produit d'impôts différés	3 662 €
Capitaux propres consolidés (Part du Groupe & Intérêts minoritaires) 2022	(346 458) €

Note 10 – Evénements postérieurs à la clôture

Néant

NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

EXERCICE AU 31 MARS 2022

Note 1 – Charges de personnel

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/03/2022	31/03/2021
Salaires et traitements	10 749 935	11 576 817
Charges sociales	3 593 935	3 527 401
Participation des salariés	95 839	125 573
Total	14 439 709	15 229 791
EFFECTIF MOYEN	486	496

Note 2 – Charges et produits financiers

Le détail des opérations financières figure dans le compte de résultat.

Note 3 – Charges et produits exceptionnels

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/03/2022	31/03/2021
Produits de cession des éléments d'actifs corporels	-	-
Produits de cession de titres	127 663	-
Reprises de provisions pour risques - litiges salariés		8 520
Reprises de provisions pour dépréciation de comptes courants Parrainage		65 000
Abandons de loyers sur exercice antérieur		693 566
Régularisation cotisations sociales	137 913	
Remboursement de taxe CSPE		51 217
Régularisation TVA	68 795	-
Régularisation de comptes de tiers	-	20 608
Prescription sur dettes commerciales	22 683	9 078
Autres produits exceptionnels	10 492	36 438
Produits exceptionnels	367 546	884 427
Valeur nette comptable des éléments d'actifs corporels cédés	-	-
Valeur nette comptable des éléments d'actifs corporels mis au rebut	-	-
Valeur nette comptable des titres cédés	2 000	11
Régularisation Solde Tiers	12 998	
Amendes & pénalités	67 814	10 338
Abandon de créances Centre E LECLERC parrainé		65 000
Rappels d'impôts	21 983	-
Complément de CFE 2016-2018		2 631
Autres charges exceptionnelles	1 904	3 360
Charges exceptionnelles	106 699	81 340
Résultat exceptionnel	260 847	803 087

Note 4 – Impôt sur les bénéfices et impôts différés

Analyse de la charge d'impôt

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/03/2022	31/03/2021
Résultat avant impôt	(1 762 181)	1 402 218
Impôts dus sur les bénéfices (+ : produit / - : charge)	506 640	(150 434)
Impôts différés sur les bénéfices (+ : produit / - : charge)	302 576	143 581
Produit/(charge) total(e) d'impôt	809 216	(6 853)
Taux effectif d'imposition	45,92%	0,49%

Rationalisation du taux effectif d'impôt

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/03/2022	31/03/2021
Résultat avant impôt	(1 762 181)	1 376 805
Taux d'impôt	26,50%	28,00%
Charge / (produit) d'impôt théorique	(466 978)	385 505
<i>Différences de taux</i>	10 909	4 160
Impact des changements futurs du taux d'impôt en France	-	-
Effet des taux différents	10 909	4 160
Résultats taxés à taux réduit	-	-
<i>Ecritures de consolidation non imposables</i>	(55 367)	30 561
Amortissement des écarts d'acquisition	29 657	31 337
Autres	(85 024)	(776)
<i>Contributions additionnelles</i>	-	-
Contribution additionnelle de 3,3%	-	-
<i>Charges/Produits définitivement non déductibles/taxables</i>	109 574	74 478
Quote-part de frais & charges	5 271	3 063
Dépenses de mécénat	177 433	187 868
Taxe sur les bureaux	7 777	8 142
Contrôle fiscal	-	-
Quote-part du résultat de SOGELEC taxée en dehors du Groupe	(106 697)	(114 765)
Autres charges & produits	25 790	(9 830)
<i>Mesures incitatives et crédits d'impôt</i>	(405 048)	(402 574)
Suramortissement - Loi Macron	-	-
CICE	-	-
Crédit d'impôt mécénat	(405 048)	(402 574)
Crédit d'impôt apprentissage	-	-
<i>Déficits fiscaux reportables</i>	(2 307)	(85 277)
Déficits fiscaux non activés	(2 307)	-
Utilisation de déficits fiscaux reportables non activés	-	(85 277)
Charge/ (produit) d'impôt du groupe	(809 216)	6 853
Résultat après impôt	(952 964)	1 369 952

Les sociétés LEVALLOIS DISTRIBUTION (société mère), LEVALLOIS EXPLOITATION, LEVEIFFEL, LEVADIS VOYAGES, PARIS XIX et BRICHLOMAR forment un groupe intégré fiscalement.

Déficits reportables

Les déficits fiscaux pour lesquels pèsent une incertitude quant à leur récupération n'ont pas donné lieu à la constatation d'une créance d'impôt différé. Ils s'élèvent à 1 317 435 € au 31 mars 2022 et n'ont pas variés depuis l'exercice précédent. Ces déficits fiscaux, reportables indéfiniment, pourraient générer une économie d'impôt future, valorisée au taux de 25% de 329 359 €.

Réduction progressive du taux d'impôt sur les sociétés en France

La Loi de Finances en France prévoit une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés. Le taux prévu pour les exercices ouverts en 2022 est de 25%.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, le Groupe avait procédé à une analyse par nature et par échéance probable des impôts différés actifs et passifs des sociétés du Groupe pour tenir compte dans la valorisation de ses actifs et passifs d'impôt différé des évolutions futures des taux d'impôts en France.

NOTES ANNEXES – AUTRES INFORMATIONS

EXERCICE AU 31 MARS 2022

Note 1 – Information sectorielle

Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires	Agence de voyages	Hypermarchés	Holding	Sociétés immobilières	Total
Ventes de marchandises	-	163 388 101 ⁽¹⁾	-	-	163 388 101
Production vendue de biens	317 197	13 985 822	-	-	14 303 019
Production vendue de services	225 175	4 778 275	-	720 291	5 723 741
Total	542 372	182 152 198	-	720 291	183 414 861

⁽¹⁾ Dont carburant : 22 651 057€ (15 241 998 € au 31 mars 2021)

Immobilisations

Actif immobilisé brut	Agence de voyages	Hypermarchés	Holding	Sociétés immobilières	Total
Ecart d'acquisition	-	1 546 512	17 076 234	2 797 840	21 420 586
Capital souscrit non appelé	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	3 010	382 732	163 431	-	549 173
Immobilisations corporelles	29 453	13 304 798	22 121 235	13 656 058	49 111 544
Immobilisations financières	1 373	2 509 792	3 888 706	-	6 399 871
Total	33 836	17 743 834	43 249 606	16 453 898	77 481 173

